



Déclaration liminaire FSU – Comité technique AEFÉ du 13 février 2019

Monsieur le Directeur,
Mesdames, Messieurs les membres du Comité technique,

Pour ce premier Comité technique qui suit le scrutin du 6 décembre 2018, les syndicats de la FSU souhaitent remercier l'ensemble des personnels qui se sont mobilisés, ont garanti une forte participation à ce scrutin, et ont renouvelé leur confiance à nos organisations syndicales. Ils confortent ainsi notre syndicalisme de lutte et de proposition. À l'heure où l'Établissement public est fragilisé et où les attaques se multiplient, les personnels ont ainsi affirmé leur détermination et montré qu'ils refusaient toute atteinte qui porterait préjudice à leur situation administrative, à leurs conditions d'exercice et à leurs droits. Il faut que ceci soit clairement établi dès à présent et que chacun ait à l'esprit la représentativité issue des urnes. C'est dans ce cadre, Monsieur le Directeur, que la FSU vous a demandé d'intervenir pour répondre à un article caricaturant la situation de vos personnels enseignants.

L'avenir du réseau reste une préoccupation majeure des personnels, tant en Centrale qu'à l'étranger, toutefois les CT se suivent et malheureusement se ressemblent. Les baisses de crédits continuent d'affecter la Centrale et le réseau : les postes, les projets, les salaires, les conditions de travail des personnels et donc in fine les conditions d'apprentissage des élèves. Contrairement à ce qui est avancé aujourd'hui, nous affirmons haut et fort que le modèle AEFÉ fonctionne, mais il faut cesser d'en organiser la déstabilisation qui conduira inexorablement à la destruction de l'opérateur public. Il faut lui donner les moyens de ses objectifs !

Concernant les postes, on en arrive même, pour ce CT, à anticiper les fermetures pour 2020, qui s'ajoutent à la carte des emplois 2019. Nous avons atteint un point de rupture, un point d'inflexion où l'équilibre du réseau est menacé, dégradant davantage l'attractivité et l'excellence des établissements.

La position aberrante et illégitime de TNR tend à se généraliser et à passer de provisoire à pérenne.

Supprimer des postes budgétaires, c'est aussi précariser davantage les personnels et fragiliser le service public d'éducation à l'étranger.

Ceci les personnels l'ont bien compris. À l'appel des syndicats de la FSU, ils continuent de se mobiliser sous diverses formes : la grève, les boycotts d'examens blancs, de projets pédagogiques... En France, l'actualité témoigne d'une dégradation de la situation sociale. L'AEFE n'y échappe pas, en Centrale et à l'étranger. Comme en France, le pouvoir d'achat des personnels à l'étranger baisse (ISVL, avantage familial, augmentation de la MGEN, absence de revalorisation des salaires des titulaires et des personnels de droit local). Comme en France, les conditions de travail se dégradent (augmentation de la charge de travail, augmentation des effectifs, pressions accrues des chefs d'établissement, voire pour certains, dérives managériales). Ne pas répondre à cette colère grandissante vous fait porter la responsabilité d'une détérioration d'un climat social qui peut à tout moment exploser.

Monsieur le Directeur, les syndicats de la FSU vous alertent solennellement. Comme toujours, nous serons présents au côté des personnels pour contrer toutes les attaques, car il est temps que cela cesse. Nous serons également présents, dans le cadre d'un dialogue social ouvert et constructif, comme force de propositions.